

LA CONFÉRENCE  
DU STAGE



DES AVOCATS AU CONSEIL D'ÉTAT  
ET À LA COUR DE CASSATION

## SUJETS 2011-2012

Informations et inscription sur : [www.conferencedustage-aac.org](http://www.conferencedustage-aac.org)

Pour la première séance, M. Eric Fottorino, ancien rédacteur en chef et directeur du quotidien *Le Monde*, écrivain et éditorialiste de la revue *L'hémicycle*, sera notre invité. Les invités ultérieurs seront annoncés au fur et à mesure des séances.

### SEANCE n° 1 : Lundi 28 novembre 2011 à 18h00

*Peut-on condamner la publication, faite au nom de l'information du public, de paroles relatives à la gestion du patrimoine de l'actionnaire d'un grand groupe français et prononcées à titre privé ou confidentiel ? (Civ. 1<sup>ère</sup>, 6 octobre 2011, pourvoi n°10-21823 ; commentaire à venir)*

Rapporteur : Ronald Maman

### SEANCE n° 2 : Lundi 5 décembre 2011 à 18h00

*La convention collective qui interdit l'exercice de l'activité de pilote après 60 ans constitue-t-elle une discrimination fondée sur l'âge rendue nécessaire par la sécurité publique et la protection de la santé ? (CJUE, 13 sept. 2011, aff. C-447/09, Reinhard P. et a. c/ Deutsche Lufthansa ; JCP S, n° 38, 20 septembre 2011, act. 340)*

Rapporteur : Carole Brès

### SEANCE n° 3 : Lundi 12 décembre 2011 à 18h00

*Le docteur en médecine qui pratique des actes de chirurgie plastique en méconnaissance d'une interdiction du Conseil de l'Ordre des médecins doit-il être relaxé du chef d'exercice illégal de la médecine ? (Crim., 8 mars 2011, pourvoi n°10-83330 ; M. Bombled, D. 2011, p. 1017)*

Rapporteur : Daoud Salmouni

### SEANCE n° 4 : Lundi 9 janvier 2012 à 18h00

*L'immunité de juridiction doit-elle être refusée à l'Etat étranger qui s'est abstenu de désavouer et réprimer des actes de terrorisme commis par plusieurs de ses ressortissants ? (Civ. 1<sup>ère</sup>, 9 mars 2011, pourvoi n°09-14743 ; JCP G 2011, 334, Zoom E. Cornut)*

Rapporteur : Michaël Bendavid

Contact : [conference.stage@gmail.com](mailto:conference.stage@gmail.com)

**SEANCE n° 5 : Lundi 16 janvier 2012 à 18h00**

*Les dispositions du Code pénal qui sanctionnent l'outrage au drapeau tricolore portent-elles une atteinte excessive à la liberté d'expression ? (CE, 19 juillet 2011, req. n°343430 ; R. Grand, AJDA 2011, p. 1525)*

Rapporteur : Daoud Salmouni

**SEANCE n° 6 : Lundi 23 janvier 2012 à 18h00**

*Les dispositions du Code pénal qui incriminent les viols et les agressions sexuelles incestueuses sans désigner précisément quelles sont les personnes qui doivent être regardées comme membres de la famille, méconnaissent-elles le principe de légalité des délits et des peines ? (Cons. const., 16 septembre 2011, QPC n°2011-163 ; A. Gouttenoire, Lexbase Hebdo, n°457)*

Rapporteur : Ronald Maman

**SEANCE n° 7 : Lundi 30 janvier 2012 à 18h00**

*Le suicide d'une personne mise en examen pour meurtre pendant sa détention provisoire, que l'administration pénitentiaire aurait dû empêcher, cause-t-il un préjudice à la partie civile ? (CE, 19 juillet 2011, req. n°335625 ; L. Erstein, JCP G 2011, n°35 p. 1492)*

Rapporteur : Carole Brès

**SEANCE n° 8 : Lundi 6 février 2012 à 18h00**

*La campagne de communication massive organisée par une Région, à l'approche d'élections auxquelles son Président est candidat à sa propre succession, est-elle une campagne de promotion publicitaire prohibée ? (CE, 4 juillet 2011, n°338033 ; RFDA 2011, p. 723)*

Rapporteur : Michaël Bendavid

**SEANCE n° 9 : Lundi 13 février 2012 à 18h00**

*Le légataire des droits d'auteur est-il dispensé de prouver l'absence d'abus dans son exercice du droit de divulgation de l'œuvre de l'auteur défunt? (Civ. 1, 9 juin 2011, pourvoi n° 10-13.570 ; F. Fabiani et R. Perrier, D. 2011, p. 2099)*

Rapporteur : Daoud Salmouni

**SEANCE n° 10 : Lundi 5 mars 2012 à 18h00**

*Le fait pour un salarié d'avoir été placé par son employeur dans une situation d'inquiétude permanente face aux risques de déclaration à tout moment d'une maladie liée à l'amiante constitue-t-il un préjudice réparable? (Cass. soc. 11 mai 2010, pourvoi n°09-42.241 ; G. Vachet, JCP S 2010, 1261)*

Rapporteur : Ronald Maman

**SEANCE n° 11 : Lundi 12 mars 2012 à 18h00**

*La communauté urbaine qui aménage un équipement permettant l'exercice de l'abattage rituel respecte-t-elle de la loi du 9 décembre 1905 relative à la séparation des Eglises et de l'État ? (CE, 19 juillet 2011, Cne du Mans, n°309161 ; JF Amedro, JCP Adm et collectivités territoriales 2011, 2307)*

Rapporteur : Carole Brès

**SEANCE n° 12 : Lundi 19 mars 2012 à 18h00**

*Les écoutes téléphoniques réalisées à l'insu des intéressés doivent-elles être écartées devant l'Autorité de la concurrence ? (Cass. Ass. Plen. 7 janvier 2011, pourvois n°09-14.316 et 09-14.667 ; M. Malaurie-Vignal, JCP E 2011, 1053)*

Rapporteur : Daoud Salmouni

**SEANCE n° 13 : Lundi 26 mars 2012 à 18h00**

*La condamnation pour meurtre d'une ancienne procureure qui a contribué à donner une apparence de légalité au procès ayant conduit à l'exécution d'opposants politiques au régime en place est-elle conforme à la Convention européenne ? (CEDH, 21 juin 2011, Polednovà c/ République Tchèque, n°2615/10, note N. Hervieu, Blog combat pour les droits de l'homme, 7 juillet 2011)*

Rapporteur : Michaël Bendavid

**SEANCE n° 14 : Lundi 2 avril 2012 à 18h00**

*L'interdiction de faire procéder à des tests génétiques post-mortem pour établir son lien de filiation, sauf accord du défunt donné de son vivant, est-elle inconstitutionnelle ? (Cons. const., 30 septembre 2011, QPC n°2011-173 ; J. Marrocchella, D. Actualité 13 octobre 2011)*

Rapporteur : Ronald Maman

**SEANCE n° 15 : Lundi 7 mai 2012 à 18h00**

*Est-il exclu de tenir un joueur de tennis pour un « artiste du spectacle » au sens du Code du travail, susceptible de bénéficier à ce titre d'un contrat de travail avec la Fédération française de Tennis pour sa participation aux tournois qu'elle organise ? (CE, 22 juin 2011, req. n° 319240, Revue de droit fiscal 2011, act. 213)*

Rapporteur : Carole Brès

**SEANCE n° 16 : Lundi 14 mai 2012 à 14h30**

*Le fait d'avoir remis aux autorités locales hutues les clefs d'une église où se cachaient des civils tutsis, les livrant ainsi à leurs assassins, caractérise-t-il une complicité de crime de génocide interdisant le statut de réfugié ? (CE, 26 janvier 2011, M. H., req. n° 312833, AJDA 2011, p. 191)*

Rapporteur : Michaël Bendavid

Contact : [conference.stage@gmail.com](mailto:conference.stage@gmail.com)